



FRANÇOIS HOLLANDE

DDD recevait ce jeudi 6 février 2020, Monsieur le Président de la République François Hollande, en partenariat avec Terra Nova. Les thèmes abordés se concentrèrent autour de son livre « Répondre à la crise démocratique », et autour des nouvelles formes d'organisation du pouvoir qui en découlent.

Dans un premier temps, Monsieur Hollande est brièvement revenu sur les débuts de son parcours politique et sur les raisons de son engagement, réunies selon lui autour d'une volonté de « changer la société ». Il fait remarquer qu'il n'aurait pas pu être élu sans cette « force de gauche », qui n'avait pas su prendre de place dans la scène politique jusqu'en 1981 et l'élection de François Mitterrand. C'est d'ailleurs à la suite de différentes fonctions d'investiture que lui est venue l'envie de devenir Président de la République.

L'invité fait ensuite un constat relativement pessimiste des institutions qui ont bâti la Vème République. Il fait en effet référence à son livre, au cœur duquel il souligne un affaiblissement très clair de ces organisations et une crise dans la représentation. Il y a une véritable réflexion sur la démocratie qui semblait être, après le processus de décolonisation et la chute du mur de Berlin, le régime universel et inéluctable : un constat qui ne semble plus d'actualité aujourd'hui.

Cette crise démocratique n'est donc pas propre à la France. La montée de l'extrémisme, notamment, est également un symptôme

de cette situation. L'élection de Donald Trump en est un exemple, comme cela a été le cas lors de son discours de l'état d'union, qualifié de « show télévisé ». On peut également évoquer le contournement du Parlement par Boris Johnson au Royaume-Uni. Il y a aussi une certaine prétention des régimes non démocratiques à façonner le destin du monde, en prenant appui sur la stratégie russe, et à faire face à des enjeux climatiques ou sanitaires entre autres. Les démocraties paraissent donc aujourd'hui fatiguées selon le Président, encore plus si celles-ci demeurent « un simple concours de personnalités ou une bataille d'institutions sans autorité ».

Ensuite, l'ancien Président de la République est invité à s'exprimer sur le lien entre les élus et les citoyens, et plus particulièrement sur l'antiparlementarisme montant. Selon lui, le problème de représentation a toujours existé. On a essayé de le contrecarrer par la limitation du cumul des mandats ou encore par une plus grande transparence parlementaire. Il soulève ici un paradoxe intéressant : moins les élus ont de pouvoir, plus ils sont contestés. C'est le cas du Parlement français qui n'est plus au cœur de l'élaboration de la loi. Un transfert de compétences et de pouvoirs et une véritable restructuration institutionnelle sont à envisager, avec un réel Parlement, autonome devant l'exécutif. Il faut mettre fin à cette « fiction parlementaire ». C'est également le cas pour les élections municipales, où le flou sur les étiquettes et les partis politiques contribue à cette contestation.

Puis, notre médiateur aborde le thème de la réforme de la Vème République. Aucun système n'est parfait, en montre l'échec de la procédure d'impeachment aux États-Unis. François Hollande argumente pour un véritable système présidentiel, et non hybride comme nous le connaissons aujourd'hui, qui partage le pouvoir efficacement, avec un système de participation plus original, fondé sur un système de tirage au sort pour des conventions citoyennes par exemple. En outre, le Parlement bénéficierait d'un réel pouvoir législatif contrairement à la situation actuelle.

François Hollande évoque ensuite les difficultés que rencontre la gauche depuis plusieurs années face à deux défis : repenser son modèle dans un contexte international de constante évolution, marqué notamment par le retour des États-nations ; le deuxième défi concernant la réduction des inégalités dans le cadre d'une

économie nationale où le libéralisme a imposé ses normes. L'émergence de nouveaux acteurs, tels que les populistes, semble déranger l'autonomie de la gauche qui ne peut désormais plus compter sur certains votes réquisitionnés par de nouveaux partis. L'ancien Président de la République évoque la nécessité d'un nouveau langage afin de dialoguer avec les classes populaires pour les reconquérir.

Sur la question d'un passage de « la lutte des classes à la lutte des places », François Hollande aborde la difficulté de la politique qui réside dans le besoin de trouver une manière commune de s'adresser à des individus qui ne se « sentent pas tous du même ensemble ». Sur des sujets où le peuple se sent concerné dans son ensemble, tels que la retraite, le réchauffement climatique et la protection sociale, il est aisé de s'adresser aux individus. De plus, François Hollande évoque la détresse de la mobilité entre territoires et générations, plus qu'affaiblie à l'heure actuelle ; il faut permettre aux jeunes de circuler d'un pays à l'autre. Enfin, il faut réhabiliter l'idée d'appartenance à un projet et à une histoire

Par la suite, notre modérateur questionne Monsieur Hollande sur la façon d'assurer la pérennité du système social. Les individus semblent aujourd'hui dépassés par de nouveaux modes de contestations, qui n'émanent plus forcément des syndicats. Il n'en reste pas moins que le problème réside au cœur de l'État, ne pouvant dialoguer sans véritables organisations en face de lui, sans interlocuteurs. Mais le renouveau du syndicalisme en France est possible, il faudrait pouvoir le restructurer. Selon Monsieur le Président, si les partis politiques sont aujourd'hui si faibles, c'est parce que les syndicats sont fortement étroits. En illustre l'exemple des syndicats étudiants qui ne rapportaient à son époque que 3% des votes étudiants. En outre, à la même époque, on retrouvait parmi les hommes politiques et principalement les parlementaires, des artisans, des agriculteurs, des ouvriers et des personnes issues de toutes les classes sociales. Cela marque la nécessité de ce renouveau politique, d'un nouvel engagement, qu'il voit d'ailleurs présent au sein de notre Université par le biais de la vie associative. Il faut que cet engagement soit doté de notes politiques, à un moment où la vie politique se dessèche et a besoin d'être irriguée.

Pour finir, Monsieur Hollande fut invité à s'exprimer sur la

récente élection en Allemagne d'un Président d'État régional grâce à une coalition composée d'hommes politiques de l'extrême droite. L'Allemagne n'avait pas connu cela depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et cela est déplorable pour la nation selon notre invité. Il en était de même lors de l'élection du parti de Matteo Salvini. Ce n'est pas encore le cas pour la France malgré la forte percée du Front National ces dernières années mais cela reste une situation inquiétante. Il faudrait un réel éveil des classes politiques.

Vinrent ensuite les questions posées par le public sur différents sujets. À propos de la notion d'un changement radical de la politique à l'heure actuelle, notre invité a répondu en citant le changement notable des grandes formations politiques, et l'affaiblissement du lien entre citoyens et gouvernement. Il affirme également que l'Assemblée Nationale est devenue un lieu vide, sans aucun débat. La vie politique s'est déplacée de l'Assemblée Nationale aux réseaux sociaux et aux chaînes d'informations.

En outre, Monsieur Hollande fait le constat suivant : sans un retour de la politique aux développements, et aux démonstrations rationnelles, la domination des partis populistes est à envisager.

À propos de la capacité de la politique à livrer une réponse aux enjeux actuels, François Hollande répond en évoquant la nécessité de faire passer les initiatives nationales à l'échelle internationale. Selon lui, la France peut inspirer et influencer le monde : « la France peut être un pays vers lequel on se tourne ». Au cœur des crises actuelles, c'est à la France de montrer à l'Europe le chemin à prendre.

De plus, au regard d'une question sur le clivage gauche-droite, Monsieur Hollande aborde diverses raisons, allant de la fiscalité à la laïcité en passant par la question d'une ouverture croissante au monde, qui divisent les partis politiques encore aujourd'hui et laisse sa pertinence à la notion de clivage gauche-droite.

Quant à la question concernant le choix le plus difficile qu'a dû prendre l'ancien Président de la République durant son mandat, celui-ci revient sur les choix concernant les attentats du 13 novembre, quant au discernement de la limite entre protection de la

sécurité et liberté des individus. Il évoque également la question de la déchéance de nationalité, une mesure difficile à prendre.

Finalement, François Hollande s'est exprimé sur les médias en France, soulignant l'importance du service public audiovisuel mais aussi la difficulté du relai de l'information à l'heure actuelle, face au nombre important de sources disponibles.

Nous vous remercions d'avoir été aussi nombreux pour partager ce débat exceptionnel avec nous.

L'équipe DDD.

